Toibibou, Ali Mohamed. — *La transmission de l'Islam aux Comores*

Vincent Hecquet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14405>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.14405
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012
Pagination : 720-722
ISBN : 978-2-7132-2349-5
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Vincent Hecquet, « Toibibou, Ali Mohamed. — *La transmission de l'Islam aux Comores* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 206-207 | 2012, mis en ligne le 04 juin 2012, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/14405> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.14405>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Cahiers d'Études africaines

Toibibou, Ali Mohamed. — *La transmission de l'Islam aux Comores*

Vincent Hecquet

RÉFÉRENCE

TOIBIBOU, Ali Mohamed. — *La transmission de l'Islam aux Comores*. Paris, L'Harmattan, 2008, 192 p., bibl.

- 1 Ce livre décrit les institutions musulmanes aux Comores à partir d'une étude centrée sur la ville de Mbéni, qui est l'un des principaux centres religieux de l'archipel. Aux Comores, la quasi-totalité des 706 000 habitants partage la foi musulmane depuis que celle-ci y a été propagée entre le XI^e et le XVI^e siècles. Située sur la côte nord-est de la Grande-Comore, Mbéni est une ville de 6 500 habitants à environ soixante-quinze kilomètres de Moroni. Au XIX^e siècle, deux étudiants originaires de la ville partirent à Ntsutdjini suivre l'enseignement de Mwigni Bahassan (1800-1882), célèbre théologien et introducteur de l'enseignement islamique moderne. Ils fondèrent à leur retour plusieurs écoles coraniques qui attirèrent de nombreux élèves. En 1933, Ahmad Mfoihaya, principale autorité spirituelle de la ville, fit également édifier une *madrassat*¹. Fort de cet héritage, la ville de Mbéni compte aujourd'hui de nombreuses mosquées et institutions musulmanes et ses *ulémas* (c'est-à-dire docteurs religieux) jouissent d'un grand prestige.
- 2 L'éducation de base aux Comores est dominée par l'école coranique. En 2000, on comptait dans l'archipel 2 500 écoles coraniques accueillant 100 000 enfants, quand l'enseignement public ne comptait que 262 écoles primaires. Chaque école coranique est une institution autonome puisque le maître est propriétaire du local ou accueille les enfants chez lui, recrute à son gré les élèves et juge seul de leurs progrès. L'enseignement vise l'apprentissage de l'alphabet arabe, la connaissance du texte coranique par cœur, la lecture et dans une moindre mesure l'écriture. La plupart des élèves quittent l'école au début de l'adolescence. Leur départ est célébré par une fête

appelée *hitma*, de l'arabe *hatima* qui signifie conclusion. L'école est également le lieu où sont inculquées les règles de conduite conformes à la morale islamique, le *fiqh*. L'élève peut être puni par des châtiments corporels très violents (coups de fouet, bains d'orties...), mais certaines écoles de Mbéni ne pratiquent pas ces punitions. En outre, la mendicité des enfants au profit du maître, courante en Afrique noire musulmane n'est pas pratiquée aux Comores.

- 3 Mbéni a la particularité d'abriter une sorte de milice religieuse appelée l'Ansar. Ce terme qui signifie les auxiliaires fait référence aux habitants de Médine qui soutinrent Mahomet après l'Hégire en 622. Créée en 1956 par seize *ulémas*, l'Ansar vise à ramener à l'école les enfants qui s'en absenteraient et à obliger les habitants à respecter une stricte conception de l'islam, en imposant le voile pour les femmes, la fréquentation régulière des mosquées et le respect du jeûne pendant le ramadan. Ceux qui ne respectent pas ces règles peuvent être victimes d'un charivari de dérision appelé *gungu* ou violemment molestés.
- 4 À la fin du XIX^e siècle, les Comores ont vu se développer des confréries religieuses. Chaque confrérie est dirigée par un cheikh qui joue un rôle de guide spirituel en dispensant aux affiliés enseignement religieux et jurisprudence islamique. Les confréries organisent également les cérémonies funéraires en composant le cortège qui chante les louanges du défunt. Elles célèbrent de grandes fêtes religieuses généralement à la date d'anniversaire de la mort de leur fondateur. Une autre institution importante est celle des *masharifu* (*sharifu* au singulier), c'est-à-dire ceux qui sont considérés comme les descendants de la famille du Prophète. Cette aristocratie recoupe largement la hiérarchie religieuse puisque la plupart des *masharifu* se destinent à la théologie et occupent des fonctions religieuses : iman, chef de confrérie, *cadi*, maître d'école coranique... En cas de conflit entre deux personnes, les *masharifu* peuvent être sollicités pour célébrer des cérémonies de justice rituelle visant à désigner le coupable et le châtier par une malédiction. Depuis une vingtaine d'années, les confréries et les *masharifu* voient leur rôle contesté par les partisans du wahhabisme mais l'auteur ne développe pas ce point.
- 5 Le *maulid* est la principale fête religieuse. Commémorant la naissance du Prophète, il consiste à en relater la vie à travers des récits, chants et psalmodes. Le *maulid* est célébré dans trois cercles à savoir en famille, entre habitants du quartier et dans la ville entière. Le *maulid* familial est organisé à l'occasion d'événements comme la naissance d'un enfant ou la circoncision d'un garçon. La famille invite un petit groupe de voisins et de religieux pour célébrer le Prophète avant de partager un repas. Le *maulid* de quartier se déroule de la même façon sauf qu'un prêche y est prononcé. Chaque ville organise également un *maulid*, qui rassemble toutes les classes sociales sur la place principale. Devant les invités placés par ordre protocolaire, les enfants des écoles coraniques se relaient pour réciter le Coran et la vie du Prophète, tandis que l'assistance est servie en boissons et gâteaux. Cette fête est réservée aux hommes, les femmes suivant l'événement à la télévision.
- 6 La culture et l'organisation sociale des Comores sont imprégnées par l'islam mais aussi par des pratiques traditionnelles. La principale en est le « Grand mariage » cérémonie festive et de notoriété qui permet au couple qui l'accomplit de passer du statut d'« enfant de la cité » (*unamdji*) à celui d'adulte accompli (*unrudzima*). Le Grand mariage a été souvent critiqué par les dépenses ostentatoires qu'il occasionne et les responsables musulmans, les autorités coloniales françaises, puis les gouvernements

des années 1960 ont cherché sans succès à limiter son influence. Les institutions musulmanes ont ainsi fini par intégrer ce rite. Alors que l'Ansar condamnait initialement le Grand mariage, plusieurs de ces cadres ont par la suite célébré le leur. Désormais, y compris dans l'espace religieux, nul ne peut parler en public s'il n'a accompli le Grand mariage, et les activités du vendredi à la mosquée sont gérées par les *unrudzima*. De même, a largement résisté à sa condamnation par l'islam la coutume de suites d'invitations et de cadeaux ostentatoires qui, lorsque qu'une personne décède, doivent être offerts par la famille du défunt. Une autre pratique traditionnelle était que les enterrements soient suivis par un cortège manifestant bruyamment sa tristesse dans lequel les femmes poussaient des *lamentos* collectifs. Cette coutume a complètement disparu du moins à Mbéni, conformément à l'islam qui proscriit les manifestations de deuil jugées excessives.

- 7 L'ouvrage rapporte une vingtaine de biographies de religieux comoriens. Est notamment détaillée celle d'un *uléma* originaire de Mbéni, Ahmad Qamardine (1895-1974), qui fut propagandiste de l'islam, poète et théologien. interprète pour les autorités françaises, Amad Qamardine contribua avec elles à préparer l'indépendance et aurait rédigé l'hymne national comorien. Apparaissant comme une monographie très documentée, ce livre ne développe guère d'analyse sur des enjeux comme la conception de l'islam promue par les diverses institutions ou le rôle des associations financées par l'étranger, la Lybie dans les années 1970 et désormais l'Arabie Saoudite et l'Iran. Certaines formulations de l'auteur attestent d'une proximité avec les pratiques qu'il relate. Cette empathie explique peut-être l'approche avant tout descriptive, qui a du moins le mérite de faire bien mieux connaître l'islam comorien.
- 8 1. Les *madrassat* sont des établissements d'enseignement religieux destinés aux adultes. Les étudiants y apprennent le droit islamique, l'arabe et le *tafsir*, c'est-à-dire le commentaire du Coran.